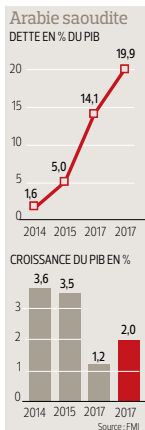


L'Arabie saoudite cherche partenaires pour sortir du « tout-pétrole »

Le royaume, fragilisé financièrement, mise sur le tourisme, les mines et les énergies renouvelables.



ARMELLE BOHNEUST @armellella

MOYEN-ORIENT Levées de fonds records, femmes au volant, nouveaux métiers... le royaume wahabite vit une petite révolution. « Nous avons fait beaucoup de réformes dans le gouvernement pour être capables d'avancer », s'est félicité ce jeudi Abdulaziz Alrasheed, vice-ministre des Affaires économiques, venu à Paris présenter le plan Vision 2030 lancé l'an dernier. Son objectif ? Inciter les institutions et les entreprises françaises à conclure des partenariats avec Riyad.

La métamorphose en cours est largement portée par le prince héritier du trône, Mohammed Ben Salman. Le fils préféré du roi Salman, âgé de 31 ans, cumule les pouvoirs, et il est décidé à moderniser le pays. Une évolution inéluctable : l'Etat saoudien doit en

effet réduire sa dépendance à l'or noir s'il veut garder sa place parmi les grandes puissances mondiales.

Son économie a été laminée par le plongeon des prix du pétrole. Et pour cause : les cours ont chuté de 115 dollars le baril, mi-2014, à 28 dollars début 2016, au plus bas, et oscillent depuis plusieurs semaines autour de 50 dollars. Résultat, Riyad a vu son déficit public s'enlever à 17,8% du PIB en 2015. Il en est réduit à puiser dans ses réserves, engrangées lorsque l'or noir flirtait avec les sommets, et à se tourner vers les marchés, ce qui est une nouveauté. En même temps qu'il s'efforce de libéraliser l'économie du pays et de changer les us et coutumes de la population.

Après avoir collecté le montant record de 17,5 milliards de dollars l'an dernier, Riyad a de nouveau tout récemment levé 12,5 milliards de dollars. Et les autorités ont confirmé leur projet d'introduire



Les autorités encouragent les Saoudiens à pratiquer des loisirs et à voyager dans le pays. Ici, une rue du vieux centre-ville de Djedda. AMEL PAIN/EPA/MAXPPP

en Bourse, dans le cadre de Vision 2030, 5% du capital du géant pétrolier public Aramco, la vache à lait du royaume valorisée 2000 milliards de dollars.

Opportunités pour les entreprises françaises

Les Saoudiens, habitués à vivre grassement des fonds publics tirés du pétrole - un moyen pour l'Etat d'acheter la paix sociale -, sont confrontés depuis plusieurs mois à une politique d'austérité inédite. Les subventions sur les prix du carburant, de l'eau et de l'électricité ont été réduites et les primes des fonctionnaires, rabotées.

Soucieux de développer l'entrepreneuriat, le royaume mise sur le secteur privé et les partenariats

avec des entreprises étrangères. Deux aéroports sont en construction dans le cadre de partenariats public-privé. Et Riyad encourage les nouvelles activités.

Le tourisme fait partie des priorités du gouvernement qui voudrait tripler, à 30 millions de pèlerins, le nombre de fidèles visitant les lieux saints. Il encourage les jeunes - les deux tiers de la population ont moins de 30 ans - à dépenser pour leurs loisirs. Avec quatre sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco, il souhaite aussi encourager les Saoudiens et les étrangers à voyager dans le pays. « Nous voulons développer le thermalisme dans le Sud, à Gizan. Des entreprises françaises pourraient nous aider », détaille Abir Abusu-

layan, inspectrice au ministère de l'Éducation et guide touristique.

Le royaume mise sur les énergies renouvelables, ses richesses minières (or, uranium...), et veut produire la moitié de ses équipements militaires. « Il y a un énorme potentiel éloigné des énergies traditionnelles low-costs », pointe Abdulaziz Alrasheed.

Le changement en marche est aussi social. L'objectif de 30% des femmes au travail sera atteint « bien avant l'horizon 2030 », avance-t-il. D'autant que le dernier pays au monde à refuser aux femmes le droit de conduire vient enfin de bouger. Le royaume a passé cette semaine un décret les autorisant à prendre le volant en juin 2018. ■

Le Liban se prépare à explorer ses hydrocarbures offshore

Bejroutch vient de se doter d'un cadre légal. Mais avec plusieurs années de retard sur les pays de la région.



Le président libanais, Michel Aoun, lors d'une visite d'Etat, mardi, à Paris. STEPHANE MAHE/AFP

SUNNIVA ROSE @Sunniwa_Rose BEYROUTH

PROCHE-ORIENT Avec quatre ans de retard, le Liban s'est doté la semaine dernière du cadre légal qui lui permet de se lancer dans la course à l'exploitation de gaz. Alors qu'Israël couvre ses besoins nationaux depuis 2013 en exploitant un gisement au large de Haïfa et que l'Égypte ambitionne de devenir un exportateur de gaz depuis la découverte d'un méga-gisement en 2015, aucun forage n'a encore eu lieu dans les eaux libanaises.

Pourtant, près d'une cinquantaine de compagnies avaient été sélectionnées dès 2013 pour participer à l'appel d'offres d'attribution des licences d'exploration. Une procé-

dures restée lettre morte à cause du blocage politique causé par la démission du premier ministre de l'époque, Najib Mikati. Il a fallu attendre octobre 2016 et l'élection de Michel Aoun à la présidence après une longue vacance pour que le Parlement vote deux décrets en janvier, suivis par la loi fiscale régissant les hydrocarbures le 19 septembre dernier. Les compagnies ont jusqu'au 12 octobre pour déposer leur offre, elles paieront 20% de taxes à l'Etat, en plus de royalties variables entre 4% et 12%.

L'enjeu est de taille pour le Liban, qui affichait une dette en 2016 de 148% du PIB. Mais aucun expert ne s'aventure à chiffrer ses réserves tant que les forages n'ont pas commencé. Selon une étude de 2010 de l'US Geological Survey, le bassin le-

vantin renfermerait 1,7 milliard de barils de pétrole et 3452 milliards de mètres cubes de gaz naturel.

Avant de pouvoir profiter de ces hypothétiques pétrodollars, le Liban doit résoudre un défi majeur : trouver des clients. Pendant les quatre ans de blocage, son voisin et ennemi, Israël, a avancé à grands pas, signant l'an dernier un accord de 10 milliards de dollars de fourniture de gaz à la Jordanie. La perte de ce marché exaspère Diana Kaissy de l'ONG Initiative pour le pétrole et le gaz : « La Jordanie était notre client le plus simple, car un gazoduc existe déjà entre les deux pays. » Si les marchés régionaux restent les plus logiques, les pays de la Méditerranée orientale lorgnent aussi l'Europe, qui cherche à réduire sa dépendance au gaz russe. Mais le manque

d'infrastructures pour transporter le gaz du bassin levantin le rend peu compétitif. « Israël paie plus pour son propre gaz, extrait à quelques kilomètres de ses côtes, que certains pays européens pour le gaz russe », souligne Mona Sukkarieh, de Middle East Strategic Perspectives.

Tensions dans la région

Plusieurs routes d'acheminement vers l'Europe sont à l'étude, toutes compliquées par les tensions de la région. La Turquie ne reconnaît pas la République de Chypre, et le Liban et Israël, qui n'ont pas de relations diplomatiques, se disputent leurs frontières maritimes. « Le gaz ne sera jamais correctement exploité en Méditerranée orientale tant qu'il n'existe pas de solution politique », insiste Laury Haytayan, de l'Institut

de gouvernance des ressources naturelles. Une solution pourrait venir du partage des deux usines de liquéfaction de gaz égyptiennes. Selon Mona Sukkarieh, « la compagnie italienne ENI espère faire de l'Égypte un hub régional d'exportation, par lequel transiterait le gaz chypriote, israélien, et peut-être libanais ». Encore faudrait-il que le Liban accepte de partager des infrastructures avec Israël.

Pour éviter ces complications, le Liban pourrait se contenter d'alimenter son marché local, qui a des besoins criants en électricité. Mais la demande limitée, estimée à 5,6 milliards de mètres cubes par an, pourrait freiner le développement des réservoirs découverts, ce qui obligerait les compagnies à réfléchir à des solutions à l'exportation. ■

Le plan de l'Égypte pour faire revenir les touristes français

Le gouvernement se donne 18 mois pour retrouver son record de 2010, avec 600 000 visiteurs venus de France.

CHARLES GAUTIER @CHGAUTIER

TOURISME Meurtrie par de sanglants attentats, l'Égypte n'abdique pas ses ambitions touristiques et rêve de retrouver son âge d'or. De 2010 à 2016, le nombre de visiteurs a plongé de 15 à 5 millions. Mais depuis le début de l'année, la courbe s'inverse. Les Français reviennent timidement au pays des

pharaons. Lors des huit premiers mois de l'année, 96500 visiteurs (+42%) sont allés en Égypte et la durée de leurs séjours augmente : 963000 nuitées enregistrées, en hausse de 157%. Mais l'on reste à des années-lumière des records d'avant les printemps arabes. Près de 600000 Français s'étaient rendus en Égypte en 2010, 132000 en 2015 et moins de 70000 en 2016 après le crash de l'avion

d'Égypte. Ce drame avaient découragé les derniers amateurs de pyramides ou de plongées sous-marines.

L'actuel frissonnement de la demande est mis en exergue par le gouvernement égyptien, qui veut voir le début de l'embellie attendue. « Cette année, l'Égypte revient au premier plan touristique, assure Yehia Rashed, ministre du Tourisme égyptien. L'élan est

donné. Espérons que, dans 18 mois, nous retrouverons les niveaux d'autrefois, afin que, lors de l'hiver 2018, les recettes soient aussi importantes que celles enregistrées en 2010. Ambitieux mais faisable. »

Agrement du Vatican

Cet objectif presque irréaliste est une nécessité : le tourisme, qui emploie plus de 3 millions de personnes, est un des piliers économiques du pays, contribuant à 11,5% du PIB. « Nous avons pris des mesures pour inciter le retour des touristes », explique Yehia Rashed. Parmi celles-ci, les facilités accordées aux compagnies aériennes et un marketing digital ciblé pour convaincre nos clients. Je suis sûr que, grâce à la collaboration étroite des différents acteurs du secteur, la France reviendra dans le top ten des pays pourvoyeurs. »

Ce classement est actuellement dominé par l'Allemagne, l'Ukrai-

ne et l'Arabie saoudite. Pour maintenir l'intérêt des touristes européens, une campagne de communication sera progressivement lancée sur le thème « This is Egypt » (ca, c'est l'Égypte).

Alors que des découvertes archéologiques majeures se succèdent, chaque attentat détourne les vacanciers. « Sachez que nous faisons tous les efforts possibles pour assurer la sécurité des touristes », poursuit Yehia Rashed. À l'image des Français, nous assurons que nous ne voulons pas laisser quoi que ce soit modifier notre façon de vivre. »

Après la France, Yehia Rashed se rendra notamment en Chine, où l'Égypte capte une nouvelle clientèle, et au Vatican. Les lieux historiques liés au périples de la Sainte Famille en Égypte recevront une sorte de « label » pontifical, identique à celui dont bénéficient, par exemple, les chemins de Compostelle. Mais cela suffira-t-il à rassurer les voyageurs ? ■

96 500
touristes français
se sont rendus en Égypte
lors des huit premiers mois de 2017

COTATIONS HEBDOMADAIRES

	Nom du Fonds	Vocation	Valeur à la création	Valeur précédente	Valeur liquidative
Date de valorisation :	27/09/2017				
<p>Aviva Investors France 24-26, rue de la Pépinière 75008 Paris Tél. : 01 76 62 90 00 / 01 76 62 91 01</p>	AFER ACTIONS EURO	ACTIONS ZONE EURO	76,00	142,46	143,26
	AFER SPER	DIVERSIFIE	15,00	63,01	63,21
	AFER PATRIMONE	DIVERSIFIE	500,00	623,95	624,13
	A.DIVERSIFIE DURABLE	DIVERSIFIE	500,00	763,50	765,27
	AFER ACTIONS MONDE	ACTIONS INTERNATIONALES	500,00	875,75	884,63

PROCHAINE PARUTION : 06/10/2017

*Dernier cours connu.